

Premier Ministère

Visas

BOM

DGLTEJO

DGB

CF

Décret n° _____ abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 2007-103 du 12 avril 2007 Portant organisation du dispositif institutionnel de formulation, de mise en œuvre, de Suivi et d'évaluation du Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté

Le Premier Ministre,

Sur rapport du Ministre des Affaires Economiques et du Développement ;

- Vu, La Constitution du 20 Juillet 1991, révisée en 2006 et en 2012;
- Vu la loi d'Orientation n° 2001-050 du 19 Juillet 2001 relative à la Lutte contre La Pauvreté ;
- Vu le décret n° 183-2014 du 20 août 2014 Portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le décret n° 184-2014 du 21 août 2014 portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret n° 157-2007 du 06 septembre 2007 relatif aux Conseils des Ministres et aux attributions du Premier Ministre et des Ministres ;
- Vu le décret 2007-103 du 12 avril 2007 abrogeant et remplaçant les dispositions du Décret 2005-031 du 18 Avril 2005 portant organisation du Dispositif Institutionnel de formulation, de mise en œuvre, de suivi et d'Evaluation du Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté.
- Vu le décret n° 082-2012 du 21 mai 2012, fixant les attributions du Ministre des Affaires Economiques et du Développement et l'organisation de l'administration centrale de son département.

Décrète

Dispositions Générales

Article Premier : Il est institué un Comité Interministériel de Lutte Contre la Pauvreté (CILP) chargé de la formulation, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), conformément aux principes prévus aux termes de la loi d'orientation n° 2001 - 050 du 19 Juillet 2001 relative à la Lutte contre la Pauvreté.

Le Comité Interministériel de Lutte contre la Pauvreté (CILP) est assisté dans sa mission par des instances de concertation et des structures techniques de suivi, toutes instituées aux termes du présent décret.

Le Comité Interministériel de Lutte Contre la Pauvreté (CILP) est l'instance de concertation et les structures techniques de suivi constituent le dispositif institutionnel de formulation, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation du Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CSLP).

Chapitre 1^{er} : Du Comité Interministériel de Lutte Contre la Pauvreté (CILP)

Article 2 : Le Comité Interministériel de Lutte Contre la Pauvreté (CILP) est l'instance de pilotage du CSLP. Il oriente et supervise la conduite du processus de formulation, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques publiques relevant du CSLP ainsi que le rapport d'évaluation globale du CSLP.

A ce titre, le CILP assure notamment :

- La coordination du dispositif institutionnel du CSLP ;
- la validation du rapport annuel sur la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du CSLP ;
- l'approbation des programmations pluriannuelles et des plans d'action annuels de mise œuvre de la stratégie ;
- l'examen des rapports nationaux de suivi des objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et la formulation des recommandations susceptibles d'en garantir la réalisation.

Article 3 : Le CILP soumet, au Gouvernement les avants – projets de communications au parlement portant sur le CSLP et sur les bilans de mise en œuvre du CSLP.

Article 4 : Le Comité Interministériel de Lutte Contre la Pauvreté est institué auprès du Premier Ministre et comprend les ministres chargés de :

- l'Intérieur et la Décentralisation
- des Affaires Economiques et du Développement
- des Finances
- l'Energie
- la Santé
- L'Agriculture
- L'Elevage
- L'Equipement et des Transports
- l'Hydraulique et de l'Assainissement
- la pêche et de l'économie maritime
- l'Education Nationale
- les Affaires Sociales l'Enfance et la Famille
- la Fonction publique, le Travail et la Modernisation de l'administration
- la Formation professionnelle, l'emploi et les TIC
- l'Environnement et le Développement Durable .

Ainsi que :

- Le Gouverneur de la BCM
- Le Directeur Général de l'Agence Tadamoun

En fonction des points inscrits à l'ordre du jour, le CILP peut être élargi aux autres Ministres.

Si nécessaire le CILP peut inviter à assister à ses réunions à titre d'observateur, toute personne dont l'avis est jugé utile à l'étude des points soumis à l'examen.

Article 5 : le CILP se réunit deux fois par an et chaque fois que de besoin pour le suivi annuel de la mise en œuvre du CSLP.

- Une première réunion en Avril, pour l'examen du rapport annuel de mise en œuvre du CSLP qui pourra être, éventuellement, présenté en annexe de la loi des Finances pour l'exercice suivant;
- Une deuxième réunion au cours de la première quinzaine de Septembre consacrée à l'examen du rapport semestriel et aux recommandations qui en découlent pour la programmation budgétaire du prochain exercice.

Article 6 : Le secrétariat du CILP est assuré par le Ministre des Affaires Economiques et du Développement. Dans ce cadre il prépare les réunions, tient les procès-verbaux et suit la mise en œuvre des décisions du Comité.

Chapitre 2 : des Instances de concertation

Article 7 : Dans le cadre de la mise en œuvre du principe de concertation, le CILP est assisté par un Comité Elargi de Concertation sur la lutte contre la pauvreté (CEC);

Article 8 : Le (CEC) est chargé, sous l'autorité du CILP, du suivi de l'ensemble du processus d'élaboration du CSLP.

Dans ce cadre, il veille notamment à :

- Etablir une relation fonctionnelle avec d'autres organes de concertation existants, comme le Comité des Investissements ou les Comités de pilotage des grands programmes ;
- Préparer et suivre les cadres élargis de concertation sur la Lutte Contre la Pauvreté, notamment au niveau régional et National ;
- Conduire des actions spécifiques de renforcement de capacités en vue d'améliorer la qualité de la participation et des dialogues des acteurs non étatiques ;
- Veiller au maintien du dialogue régulier entre l'Etat et les Partenaires Techniques et Financiers, le secteur privé et la société civile sur le processus de préparation et le suivi de la mise en œuvre du CSLP, en prenant en compte la dimension décentralisée de la mise en œuvre du CSLP, des politiques sectorielles et leur alignement avec les priorités du pays. Dans ce cadre, l'opérationnalisation des stratégies nationales et sectorielles sera assurée à travers l'alignement entre le CDMT, le PIP, le BCI et le budget de fonctionnement;
- Procéder à une évaluation conjointe des problèmes rencontrés dans l'exécution des programmes prioritaires soutenus par les partenaires au développement ;
- Suivre la mise en œuvre des indicateurs de performance établis dans le cadre de la déclaration de Paris (simplification, harmonisation, alignement) ;
- Faciliter la mobilisation des ressources financières nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre du CSLP sur la base de l'analyse de résultats (attendus ou atteints) ;
- Mettre en œuvre une stratégie de communication ;

Article 9 : Le CEC est présidé par le Ministre des Affaires Economiques et du Développement et comprend, notamment, les membres ci- après :

- Le Ministre chargé des Finances ;



- Le Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie
- Les représentants des Partenaires au développement intervenant en Mauritanie
- Le président de l'Union Nationale du Patronat Mauritanien
- Le Président de la chambre du commerce, de l'industrie et de l'agriculture
- Deux représentants des collectifs des ONG nationales
- Le Président de l'Association des maires de Mauritanie

Le CEC se réunit quatre fois par an alternativement en comité élargi et en comité restreint (réservé aux chefs de missions diplomatiques et aux représentants des bailleurs concernés par la mise en œuvre du CSLP) suivant un calendrier annuel préétabli.

Chapitre 3 : des structures techniques d'Appui

Article 10 : Les Structures Techniques d'Appui sont :

- Le Comité Technique de Lutte Contre la Pauvreté (CTLTP) ;
- les Comités Techniques Sectoriels (CTS).

Les Structures Techniques d'Appuis sont coordonnées par la Direction Générale de la Politique Economique et des Stratégies de Développement au Ministère des Affaires Economiques et du Développement qui assure, en concertation avec les administrations concernées, la gestion du processus de préparation, de mise en œuvre et de suivi du CSLP.

A cet effet, la Direction Générale de la Politique Economique et des Stratégies de Développement dans l'exercice de cette mission est assistée par une structure de coordination dénommée « Direction de suivi et évaluation du CSLP » et peut faire appel à des consultants en cas de besoin.

Les règles d'organisation et de fonctionnement de cette direction sont fixées et définies par arrêté du Ministre des Affaires Economiques et du Développement.

Article 11 : Le CTLTP est chargé du Suivi et de l'application des décisions du Comité Interministériel de Lutte Contre la Pauvreté et des instances de concertation prévues au présent Décret.

Le CTLTP prépare les réunions du Comité élargi de Concertation sur La Lutte Contre la Pauvreté (CEC) et coordonne les activités des structures Techniques d'Appui prévues au présent Décret.

Il élabore, à l'intention du CILP et des autres instances de coordination, les outils d'information suivants :

- Une note de synthèse trimestrielle sur l'Etat d'avancement de l'exécution du CSLP ;
- un rapport semestriel en milieu d'exercice ;
- un rapport annuel.

A cette fin, les Ministères lui adressent un tableau de bord trimestriel sectoriel portant notamment sur l'analyse des principaux indicateurs, l'étude du volume et de la répartition des crédits dépensés et la production de fiches de programme. Le CTLTP se réunit au moins tous les trois mois. Toutefois, il peut se réunir en session extraordinaire, autant que de besoin, sur convocation de son président.

Le secrétariat du CTLP est assuré par la Direction du suivi-évaluation du CSLP. Les règles de fonctionnement et d'organisation du CTLP seront définies par arrêté du Ministre des Affaires Economiques et du Développement.

Article 12 : Les Comités Techniques Sectoriels (CTS) sont des outils d'aide à la décision placés auprès de chaque Ministre. Ils servent de forum de discussions et d'échanges sur les questions liées aux secteurs. Ils servent de correspondants sectoriels pour le suivi programmatique de la Lutte Contre la Pauvreté, et constituent, au niveau ministériel le Cadre de Concertation sur le CSLP.

A ce titre, ils assurent notamment les missions suivantes :

- Engager un dialogue sectoriel permanent entre le Ministère technique et ses partenaires ;
- Dresser un bilan sectoriel de la mise en œuvre du CSLP dans le secteur concerné en identifiant les opportunités de coordination intersectorielle, l'articulation des approches de développement et la prise en compte des priorités transversales ;
- Suivre les performances spécifiques obtenues vers l'atteinte des objectifs y compris les OMD ;
- Compiler les indicateurs d'harmonisation, de simplification et d'alignement du secteur concerné ;
- Assurer un flux informationnel régulier du secteur vers le MAED/CSLP ;
- assurer une mémoire des différentes études du Secteur et promouvoir les études et missions conjointes du secteur avec les PTFs ;
- Assurer plus de cohérence et complémentarité des Bailleurs de fonds dans chaque secteur ;
- Prendre en compte la dimension décentralisée de la mise en œuvre du CSLP, des politiques sectorielles et leur alignement avec les priorités du pays ;
- Faciliter la concertation et le dialogue avec les élus et la Société Civile impliqués dans le secteur ;
- Garantir le suivi et la systématisation des résultats attendus et atteints des Comités Techniques Sectoriels.

Article 13 : Les Comités Techniques Sectoriels sont présidés par les directeurs en charge de la programmation et de la coopération ou par un haut cadre du Ministère de Tutelle désigné à cet effet et comprennent les membres ci- après :

- Les responsables du Ministère concerné chargés de la programmation et du suivi des projets, des finances et des statistiques ;
- Un représentant de chaque département concerné par le secteur ;
- Les PTF concernés par le secteur ;
- Deux représentants de la Société Civile concernés par le secteur ;
- Un représentant du secteur privé.

Les Comités Techniques Sectoriels peuvent inviter à assister à leurs réunions à titre d'observateur ou d'Expert toute personne dont l'avis est jugé utile à l'étude des points soumis à l'examen.

Les Règles d'organisation et de fonctionnement des Comités Techniques Sectoriels seront définies par arrêté du Ministre Compétent.

Chapitre IV : Dispositifs Finales

Article 14 : Le Ministre des Affaires Economiques et du Développement, en tant que de besoins, les modalités d'application des dispositions du présent Décret.

Article 15 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du Décret n° 2007 – 103 du 12 Avril 2007 portant organisation du dispositif institutionnel de formulation, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation du Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté.

Article 16 : Les Ministres et le Ministre Secrétaire Général du Gouvernement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Nouakchott, le _____

22 / 04 / 2008

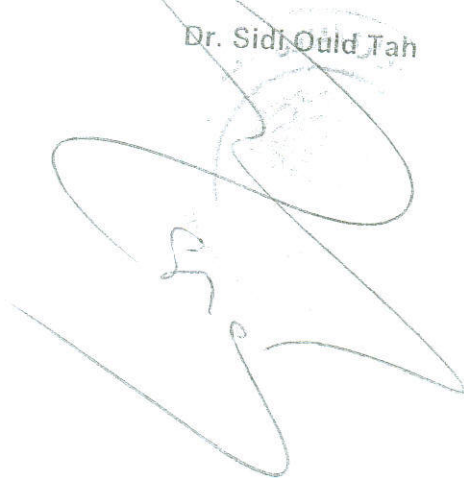
Le Premier Ministre

Yahya Ould Hademine



Le Ministre des Affaires Economiques et du Développement

Dr. Sidi Ould Tah



تستعين اللجنة الوزارية لمكافحة الفقر في مهامها بهيئات تشاور وأجهزة فنية للمتابعة على أن تنشأ جميعها بموجب هذا المرسوم.

يتألف الجهاز المؤسسي لصياغة وتنفيذ ومتابعة وتقييم الإطار الاستراتيجي لمحاربة الفقر من اللجنة الوزارية لمكافحة الفقر وهيئات التشاور والهيكل الفنية للمتابعة.

الفصل الأول : اللجنة الوزارية لمكافحة الفقر

المادة 2: اللجنة الوزارية هي هيئة الإشراف على الإطار الاستراتيجي لمحاربة الفقر. وتقوم بالتوجيه والإشراف على مسار صياغة وتنفيذ ومتابعة وتقييم السياسات العمومية المعتمدة في إطار محاربة الفقر.

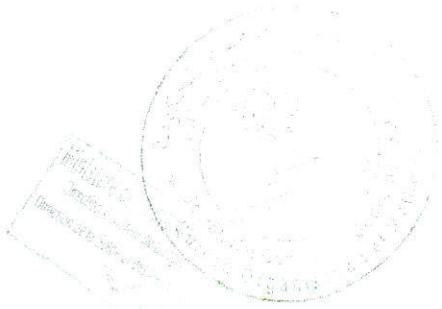
وفي هذا الإطار تكلف اللجنة الوزارية لمكافحة الفقر ب:

- تنسيق الجهاز المؤسسي للإطار الاستراتيجي لمحاربة الفقر؛
- اعتماد التقرير السنوي حول تنفيذ ومتابعة وتقييم الإطار الاستراتيجي لمحاربة الفقر وكذا اعتماد التقرير المتعلق بتقييمه الشامل؛
- الموافقة على البرمجة متعددة السنوات وخطط العمل السنوية حول تنفيذ الاستراتيجية؛
- دراسة التقارير الوطنية لمتابعة الأهداف الإنمائية للألفية وصياغة التوصيات التي من شأنها أن تضمن تحقيقها.

المادة 3: تحيل اللجنة الوزارية لمكافحة الفقر إلى الحكومة مشاريع التقارير المقدمة إلى البرلمان حول الإطار الاستراتيجي لمحاربة الفقر وحصيلة تنفيذه.

المادة 4 : تنشأ اللجنة الوزارية لمكافحة الفقر لدى الوزير الأول وتضم الوزراء المكلفين ب :

- ✓ الداخلية واللامركزية
- ✓ الشؤون الاقتصادية والتنمية
- ✓ المالية
- ✓ الطاقة
- ✓ الصحة
- ✓ الزراعة
- ✓ البيطرة
- ✓ التجهيز والنقل
- ✓ المياه والصرف الصحي
- ✓ الصيد والاقتصاد البحري
- ✓ التهذيب الوطني



- ✓ الشؤون الاجتماعية والطفولة والأسرة
✓ الوظيفة العمومية والشغل وعصرنة الإدارة
✓ التكوين المهني والتشغيل والعمل وتقنيات الإعلام والاتصال
✓ البيئة والتنمية المستدامة.

وكذلك :

- ✓ محافظ البنك المركزي
✓ المدير العام لوكالة التضامن.

يمكن توسعة اللجنة الوزارية إلى الوزراء الآخرين حسب النقاط المدرجة في جدول الأعمال.

عند الضرورة، يمكن للجنة الوزارية المشتركة، أن تدعو إلى إجتماعاتها بصفة مراقب أي شخص ترى أن رأيه مفيد لدراسة النقاط المدرجة في جدول الأعمال.

المادة 5 : تجتمع اللجنة الوزارية مرتين في السنة، وكلما دعت الحاجة لذلك، لتنفيذ الإطار الإستراتيجي لمحاربة الفقر.

- الاجتماع الأول في شهر إبريل للنظر في التقرير السنوي حول تنفيذ الإطار الإستراتيجي لمحاربة الفقر الذي يمكن عند الإقتضاء، إلحاقه بقانون المالية للسنة المالية الموالية؛

- الاجتماع الثاني خلال النصف الأول من شهر سبتمبر للنظر في التقرير نصف السنوي والتوصيات المنبثقة عنه لأغراض برمجة الميزانية برسم السنة المالية اللاحقة؛.

المادة 6 : تسند سكرتيرية اللجنة الوزارية لمكافحة الفقر إلى وزير الشؤون الاقتصادية والتنمية الذي يقوم في هذا الإطار بتحضير الاجتماعات وتحرير المحاضر ومتابعة تنفيذ قرارات اللجنة.

الفصل الثاني : هيئات التشاور

المادة 7 : في إطار تنفيذ مبدء التشاور تستعين اللجنة الوزارية بلجنة موسعة للتشاور حول مكافحة الفقر : "لجنة التشاور".

المادة 8 : يعهد إلى لجنة التشاور تحت سلطة اللجنة الوزارية بمتابعة مسار إعداد الإطار الإستراتيجي لمحاربة الفقر بالكامل.



وفي هذا الإطار تحرص لجنة التشاور بوجه خاص على :

- قيام علاقة وظيفية مع هيئات التشاور القائمة الأخرى كلجنة الإستثمارات أو لجان الإشراف على البرامج الكبرى؛
- تحضير ومتابعة الأطر الموسعة للتشاور حول محاربة الفقر وخاصة على المستويين الجهوي والوطني؛
- القيام بأنشطة محددة لتعزيز القدرات من أجل تحسين جودة المشاركة والحوار بين الفاعلين غير الحكوميين؛
- السهر على الإبقاء على الحوار المنتظم بين الدولة والشركاء الفنيين والماليين والقطاع الخاص والمجتمع المدني بشأن مسار تحضير ومتابعة تنفيذ الإطار الإستراتيجي لمحاربة الفقر مع مراعاة البعد المركزي لتنفيذ هذا الإطار الإستراتيجي والسياسات القطاعية وبما ينسجم مع أولويات البلاد. وفي هذا الإطار سيتم تفعيل الإستراتيجيات الوطنية والقطاعية من خلال تناسق كل من إطار النفقات متوسطة المدى وبرنامج الإستثمارات العمومية وميزانية الإستثمار المدعمة وميزانية التسيير؛
- القيام بتقييم مشترك للمشاكل المطروحة أمام تنفيذ البرامج ذات الأولوية التي يدعمها شركاء التنمية؛
- متابعة تنفيذ مؤشرات الأداء التي يتضمنها إعلان باريس "التبسيط، التناسق، الموائمة"؛
- تسهيل تعبئة الموارد المالية الضرورية لإعداد وتنفيذ الإطار الإستراتيجي لمحاربة الفقر اعتماداً على تحليل النتائج "المتوقعة أو التي تحققت"؛
- تنفيذ استراتيجية الإتصال.

المادة 9 : يتولى وزير الشؤون الاقتصادية والتنمية رئاسة لجنة التشاور التي تضم في عضويتها :

- ❖ الوزير المكلف بالمالية؛
- ❖ محافظ البنك المركزي؛
- ❖ ممثلي شركاء التنمية الذين يتدخلون في موريتانيا؛
- ❖ رئيس الاتحاد الوطني لأرباب العمل الموريتانيين؛
- ❖ رئيس غرفة التجارة والصناعة والزراعة؛
- ❖ ممثلان (2) عن تجمعات المنظمات غير الحكومية الوطنية؛
- ❖ رئيس جمعية عمد موريتانيا.

تجتمع اللجنة الموسعة للتشاور أربع مرات في السنة وبالتناوب بشكل موسع وبشكل مصغر "خاص برؤساء البعثات الدبلوماسية وممثلي المانحين المعنيين بتنفيذ الإطار الإستراتيجي لمحاربة الفقر" وفقاً لجدولة زمنية مرسومة مسبقاً.



الفصل الثالث : الهياكل الفنية للدعم

المادة 10 : الهياكل الفنية للدعم هي :

- اللجنة الفنية لمحاربة الفقر؛
- اللجان الفنية القطاعية.

يسند تنسيق الهياكل الفنية للدعم إلى المديرية العامة للسياسة الاقتصادية وإستراتيجيات التنمية التي تتولى بالتنسيق مع الإدارات المعنية تسيير مسار تحضير وتنفيذ ومتابعة الإطار الإستراتيجي لمحاربة الفقر.

ولهذا الغرض، تستعين المديرية العامة للسياسة الاقتصادية وإستراتيجيات التنمية في أداء هذه المهمة بهيكل تنسيقي يطلق عليه اسم "مديرية متابعة وتقييم الإطار الإستراتيجي لمحاربة الفقر". كما يمكن أن تستعين بخبراء عند الإقتضاء.

وتحدد قواعد تنظيم وتسيير هذه المديرية بمقرر صادر عن وزير الشؤون الاقتصادية والتنمية.

المادة 11 : يعهد إلى اللجنة الفنية لمحاربة الفقر بمتابعة وتطبيق قرارات اللجنة الوزارية وهيئات التشاور التي ينص عليها هذا المرسوم.

تقوم اللجنة الفنية بتحضير اجتماعات لجنة التشاور الموسعة لمحاربة الفقر كما تنسق أنشطة الهياكل الفنية للدعم التي ينص عليها هذا المرسوم.

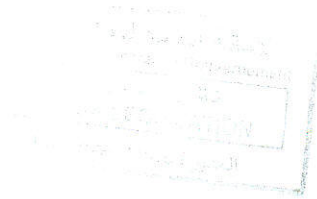
وتعد اللجنة، لعناية اللجنة الوزارية وهيئات التنسيق الأخرى، البيانات التالية :

- مذكرة تلخيصية ربع سنوية حول تقدم تنفيذ الإطار الاستراتيجي لمحاربة الفقر؛
- تقريرا نصف سنوي في منتصف السنة؛
- تقريرا سنويا.

ولهذا الغرض تحيل الوزارات إلى اللجنة الفنية لوحة تحكم ربع سنوية قطاعية تتناول تحليل المؤشرات الرئيسية ودراسة حجم وتوثيق الإعتمادات المالية التي تم إنفاقها مع إنتاج استثمارات للبرامج. وتجتمع اللجنة الفنية كل ثلاثة أشهر على الأقل كما يمكنها أن تجتمع في دورات استثنائية عند الحاجة بدعوة من رئيسها.

تسند سكرتيرية اللجنة الفنية إلى مديرية متابعة وتقييم الإطار الإستراتيجي لمحاربة الفقر. وستحدد قواعد سير وتنظيم اللجنة الفنية بمقرر صادر عن وزير الشؤون الاقتصادية والتنمية.

المادة 12 : اللجان الفنية القطاعية هي أدوات للمساعدة في اتخاذ القرار لدى كل وزير. وتعتبر منتدى للنقاش والتبادل حول المسائل المرتبطة بالقطاعات. كما تعمل كجهات مخاطبة قطاعية لمتابعة



برمجة محاربة الفقر وهي تشكل على المستوى الوزاري إطارا للتشاور حول الإطار الإستراتيجي لمحاربة الفقر. وعلى هذا الأساس تقوم اللجان الفنية القطاعية بالمهام التالية :

- الحوار القطاعي الدائم بين الوزارة الفنية وشركائها؛
- إعداد كشف قطاعي بتنفيذ الاطار الإستراتيجي لمحاربة الفقر في قطاع معين مع تحديد فرص التنسيق القطاعي البيئي والتوفيق بين المقاربات التنموية ومراعاة الأولويات ذات الطابع الأفقي؛
- متابعة الأداءات المحددة التي تحققت باتجاه بلوغ الأهداف بما فيها أهداف اللألفية الإنمائية؛
- تجميع مؤشرات تنسيق وتبسيط وموائمة القطاع المعين؛
- ضمان إنسياب البيانات بانتظام من القطاع نحو وزارة الشؤون الاقتصادية والتنمية/الإطار الإستراتيجي لمحاربة الفقر؛
- ضمان حفظ مختلف الدراسات المتعلقة بالقطاع وتشجيع الدراسات والبعثات المشتركة للقطاع بالتعاون مع الشركاء الفنيين والماليين؛
- ضمان المزيد من التنسيق والتكامل بين المانحين في كل قطاع؛
- مراعاة البعد اللامركزي لتنفيذ الإطار الإستراتيجي لمحاربة الفقر والسياسات القطاعية وموائمة الجميع مع أولويات البلاد؛
- تسيير التشاور والحوار مع المنتخبين والمجتمع المدني المعنيين بالقطاع؛
- ضمان متابعة النتائج المتوقعة أو التي تم تحقيقها.

المادة 13 : تسند رئاسة اللجان الفنية القطاعية إلى المدير المكلف بالبرمجة والتعاون أو إلى أحد الأطر السامين في الوزارة الوصية والمعين لهذا الغرض وبمشاركة الأعضاء أدناه :

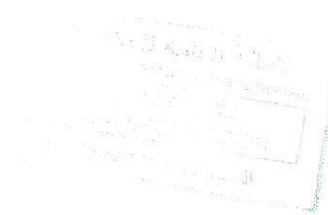
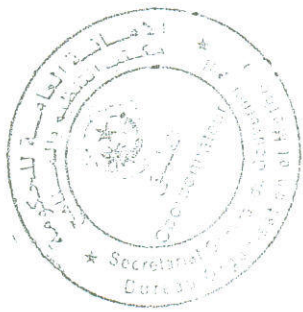
- مسؤولي الوزارة المعنية المكلفين ببرمجة المشاريع والمالية والإحصاء؛
- ممثل عن كل قطاع معني؛
- الشركاء الفنيون والماليون المعنيون بالقطاع؛
- ممثلان "2" عن المجتمع المدني المعني بالقطاع؛
- ممثل عن القطاع الخاص.

يمكن للجان الفنية القطاعية توجيه دعوة حضور إجتماعاتها بصفة مراقب أو خبير إلى أي شخص ترى أن رأيه مفيد لدراسة النقاط المدرجة في جدول الأعمال.

ستحدد قواعد تنظيم وسير اللجان الفنية القطاعية بمقرر صادر عن الوزير المختص.

الفصل الرابع : أحكام ختامية

المادة 14 : سيحدد وزير الشؤون الاقتصادية والتنمية عند الإقتضاء إجراءات تطبيق أحكام هذا المرسوم.



المادة 15 : تلغى كافة الترتيبات السابقة المغايرة وخاصة أحكام المرسوم رقم 2007-103 الصادر بتاريخ 12 إبريل 2007 المتضمن تنظيم الجهاز المؤسسي لصياغة وتنفيذ ومتابعة وتقييم الإطار الإستراتيجي لمحاربة الفقر.

المادة 16 : يكلف الوزراء والوزير الأمين العام للحكومة، كل فيما يعنيه، بتنفيذ هذا المرسوم الذي سينشر في الجريدة الرسمية للجمهورية الإسلامية الموريتانية.

انواكشوط، بتاريخ : _____

22 JAN 2015

الوزير الأول

بجني هذه خدمين



وزير الشؤون الاقتصادية والتنمية

